

20170529-Rue 89 Lyon

À la manière des néofascistes italiens, le GUD ouvre un squat à Lyon

Les nationalistes du GUD ont ouvert un squat dans le 2ème arrondissement de Lyon, à une encablure de la place des Jacobins. Leur objectif : héberger « les nôtres avant les autres ». Tout un programme.

Par [Laurent Burlet](#) publié le 29/05/2017 à 17h31

1 598 visites [6 réactions](#)

Par cette action, ce groupuscule d'extrême droite radicale se place dans la lignée des Italiens de Casapound, un mouvement néofasciste qui a fait de la « réquisition » d'immeuble leur principal levier de propagande.

Vidéo, page Facebook, t-shirt floqué. Le GUD n'a pas lésiné sur les moyens pour communiquer sur l'ouverture de leur squat, rendue publique ce samedi à midi.

Situé au 18, rue du port-du-temple dans le 2ème arrondissement, le bâtiment de trois étages est vide depuis plusieurs années. Il est aujourd'hui propriété de la Ville de Lyon. Les militants d'extrême droite l'ont rebaptisé « Bastion social », comme une nouvelle marque de l'extrême droite.

Dans leur communiqué, le message se veut nationaliste et social. D'un côté des « Français sous le seuil de pauvreté » dont certains sont SDF, de l'autre un État qui aiderait des clandestins.

« L'État français est actuellement propriétaire de 78 millions de m2 dont 11 millions sont officiellement vacants, parmi lesquels 1 million de logements. Il aurait donc largement la possibilité d'attribuer des logements aux plus démunis de nos compatriotes. ».

Dans sa posture nationaliste, semblable à celle du Front national, le GUD estime et écrit que l'État français ne se préoccuperait que « des clandestins extra-européens ». Dans son fantasme, le groupuscule les voit même « déferler sur nos côtes au mépris des Français ».

L'idée est résumée dans un slogan xénophobe : « les nôtres avant les autres ». Le communiqué se poursuit par des revendications, au premier rang desquels la « systématisation de la priorité nationale pour l'attribution de logements ».

Le texte se termine par un appel aux dons de nourriture, de vêtements ou d'argent pour faire vivre ce « lieu de solidarité et d'entraide ».

L'action se situe sous le patronage de [Dominique Venner, un essayiste](#), considéré comme un martyr par l'extrême droite.



Le squat « Bastion social » du GUD à Lyon. Capture d'écran Facebook.

Une assignation en cour et un procès à venir

L'adjoint au maire de Lyon, délégué à la sécurité, Jean-Yves Sécheresse, n'est pas surpris par ce type d'actions :

« C'est une question de débouchés politiques. Le score de Marine Le Pen leur a montré que le pouvoir n'était pas à leur portée. Ces groupes veulent donc directement mettre en application une partie du programme du Front national ».

C'est à la Ville de Lyon, propriétaire du bâtiment qu'il incombe de lancer une éventuelle procédure d'expulsion.

Le nouveau ministre de l'Intérieur et [\(toujours\) maire de Lyon](#) n'hésite généralement pas à le faire [en matière de squat](#).

Une assignation a bien été lancée, nous a annoncé l'adjoint à la sécurité qui précise que les autorités ne pouvaient pas passer par une procédure accélérée de flagrance puisque les occupants ont, selon lui, prouvé qu'ils étaient dans les lieux depuis plus de 48 heures grâce à la souscription d'un abonnement EDF.

Un procès devant le tribunal administratif est à prévoir dans les prochaines semaines.

Un front commun nationaliste

Pour rappel, le [GUD](#) « Groupe union défense » se présente comme un syndicat étudiant. Depuis sa reformation à Lyon à la rentrée 2011, le GUD revendique deux « territoires » : [l'Université Lyon 3](#) (une image dont l'institution tente de se débarrasser de longue date) et le quartier du Vieux Lyon.

Ses militants sont responsables de nombreuses agressions racistes (lire [ici](#) ou [là](#)) ou dirigées contre ceux qu'ils considèrent comme « gauchistes » (voir [ici](#) et encore [ici](#)).

Ces « gentlemen fascistes » (comme ils se définissent) ont ouvert [deux boutiques dans le Vieux Lyon et un local à Saint-Just](#). Dernièrement, [ils ont pris pour cible la permanence lyonnaise d'En Marche !](#) avant le second tour de l'élection présidentielle.

Pour lancer cette occupation, le GUD s'est associé aux militants d'« Edelweiss Pays de Savoie », un groupuscule nationaliste créé en décembre 2013 et qui s'est développé [après la dissolution des Jeunesses nationalistes dirigées par Alexandre Gabriac](#).

En septembre 2014, ils avaient fait parler d'eux suite à [des tags retrouvés sur les murs de l'université de Chambéry](#). Leur logo est une fleur d'edelweiss représentée sous la forme d'un cercle avec au centre un poing américain transpercé de flèches. Leur slogan « social, national, radical » est également tout un programme.

L'edelweiss est un symbole [historiquement utilisé par la mouvance fasciste](#), particulièrement dans les Alpes, car décrit comme la « [fleur préférée](#) » d'Hitler.

L'exemple néofasciste italien

Avec cette action, on voit que la réquisition de bâtiments vides n'est pas l'apanage de la gauche. Mais le GUD a plutôt un autre modèle et lorgne plutôt de l'autre côté des Alpes.

À Rome, le mouvement [Casapound](#) qui prône un « fascisme du troisième millénaire » a posé comme acte fondateur la « réquisition » d'un immeuble à Rome. Derrière les murs de ce squat de la rue Napoléon III, vivent depuis 2003, 82 personnes au total (chiffre de 2013). Casapound a propagé son idéologie en Italie avec l'ouverture de centres sociaux du même type.

Les membres de ce mouvement néofasciste souhaitent également peser dans le champ politique traditionnel : en 2011, ils ont présenté des candidats aux élections administratives et locales.

Parmi ces candidats à Rome, [Daniele Castellani dit "Pasquino"](#) qui a exercé ses talents de tatoueurs dans le salon ouvert récemment par le GUD, dans le Vieux Lyon.

L'exemple de Casapound a été repris par l'extrême droite européenne, notamment en Espagne. Le mouvement Hogar social a occupé plusieurs bâtiments vides depuis 2014, dont récemment [une ancienne banque à Madrid](#).



Le squat italien de Casapound.